

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 72

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

II parte della 44^a Sessione Ordinaria
(Parigi, 30 novembre-3 dicembre 1998)

Raccomandazione n. 633
sull'organizzazione delle relazioni operative fra la NATO, l'UEO e l'UE

Annunziata il 15 giugno 1999

L'ASSEMBLÉE,

(i) Constatant que l'UEO est aujourd'hui une organisation de gestion de crises pleinement opérationnelle, dotée d'une Cellule de planification, d'un Centre de situation, d'un Centre satellitaire, d'un Comité militaire et de forces relevant de l'UEO, indépendamment des moyens et capacités que l'OTAN peut, au cas par cas, mettre à sa disposition;

(ii) Saluant les progrès impressionnants de la coopération entre l'OTAN et l'UEO depuis le sommet tenu par l'OTAN à Berlin en 1996 et sa Déclaration de Madrid sur la sécurité et la coopération euro-atlantiques de juillet 1997;

(iii) Notant néanmoins que l'UE n'a pas encore donné corps à sa politique étrangère et de sécurité commune (PESC), prévue par les Traités de Maastricht et d'Amsterdam;

(iv) Constatant que l'UE n'a pas encore essayé de définir, de concert avec l'UEO, les ambitions et les objectifs stratégiques de sa politique étrangère, de sécurité et de défense qui doit constituer la base d'une identité européenne de sécurité et de défense (IESD) efficace;

(v) Soulignant qu'avec l'élargissement imminent de l'UE, le développement de l'IESD devra tenir compte des intérêts, dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité et de la défense, des

pays aspirants, qui doivent donc être étroitement associés à ce processus même s'ils ne satisfont pas encore aux critères d'intégration économique;

(vi) Considérant que, compte tenu de ce qui précède, le Conseil devrait songer à élaborer à 28 une mise à jour de son document de 1995 sur « La sécurité européenne: une conception commune des 27 pays de l'UEO », qui pourrait constituer le volet sécurité et défense d'un « concept stratégique » européen;

(vii) Considérant que, tant que cette politique n'aura pas été clairement définie, l'industrie européenne de défense, qui doit de toute urgence être restructurée, aura du mal à prendre des décisions stratégiques sur les programmes militaires qu'elle devrait élaborer pour l'avenir;

(viii) Considérant également que la coopération et la restructuration dans le domaine de l'acquisition d'armements doivent contribuer à l'établissement de bases communes pour une politique d'armements véritablement européenne, garantissant l'indépendance stratégique de l'Europe;

(ix) N'ignorant pas que les Etats-Unis considèrent qu'une IESD plus forte serait un moyen de dissiper leur inquiétude face à l'insuffisance des charges assumées par leurs alliés européens, tout en confirmant que les intérêts sécuritaires de l'Europe et des Etats-Unis doivent demeurer liés;

(x) Espérant que le développement actuel de l'IESD au sein de l'OTAN servira également de base à un rapprochement progressif entre la France et la structure militaire de l'OTAN;

(xi) Soulignant que les membres européens de l'OTAN doivent saisir l'occasion de donner à l'IESD suffisamment de poids sur le plan militaire en augmentant les capacités européennes nécessaires pour assurer la projection et le soutien des forces;

(xii) N'ignorant pas que si les alliés européens ne parviennent pas à relever ce défi, les Etats-Unis assureront une fois de plus une part disproportionnée des responsabilités alors que les intérêts et les politiques de l'Europe et des Etats-Unis ne correspondront pas toujours;

(xiii) Rappelant qu'il est essentiel pour les Etats-Unis que les membres européens de l'Alliance se donnent des moyens accrus d'entreprendre par eux-mêmes, le cas échéant, des missions de sécurité pour garantir le soutien qu'apportent les Américains à l'ensemble de l'Alliance;

(xiv) Considérant de manière générale que, si l'UEO doit être "partie intégrante du développement de l'Union", comme le prévoit l'article J.7.1 du Traité d'Amsterdam, un grand travail de rapprochement des deux organisations doit être réalisé dans les meilleurs délais;

(xv) Considérant que la conclusion d'un accord de sécurité entre l'UE et l'UEO constitue un élément déterminant d'une coopération efficace entre l'UE, l'UEO et l'OTAN;

(xvi) Considérant qu'en vue d'un bon fonctionnement de l'UEO au profit de la politique étrangère et de sécurité de l'UE, le Secrétaire général de l'UEO devrait être invité à participer aux réunions du Conseil des ministres et de la Commission de l'UE qui traitent des matières de la PESC;

(xvii) Considérant qu'il est essentiel, si l'on veut agir rapidement et avec détermination en cas de crise ou de situation de conflit potentiel, d'appliquer au sein de l'UE le principe de l'abstention constructive aux questions de politique étrangère et de sécurité, principe qui permet à la majorité d'agir si la minorité ne veut pas ou ne peut pas participer à cette action;

(xviii) Soulignant que les nouvelles possibilités offertes à l'UEO du fait de sa coopération avec l'OTAN ne doivent pas la conduire à renier sa finalité spécifique-

ment européenne ni à renoncer à l'idée d'agir en utilisant ses moyens propres;

(xix) Regrettant qu'en dépit de l'existence de procédures de prise de décision et de capacités militaires opérationnelles européennes, le tandem UE-UEO n'ait toujours pas pu se mettre d'accord sur des positions décisives communes et des actions conjointes dans des situations de crise difficiles nécessitant de mener des opérations de grande envergure, qui sont pourtant du ressort de ces organisations;

(xx) Convaincue que l'UE, de par sa position de superpuissance économique, se doit de développer une politique étrangère et de sécurité commune crédible afin de défendre ses intérêts vitaux et de mener des opérations humanitaires et de soutien de la paix, sachant qu'elle ne pourra pas toujours compter sur les Etats-Unis et qu'il lui faudra peut-être agir seule;

(xxi) Soulignant que, la Russie et l'Ukraine jouant un rôle important dans l'équation de la sécurité européenne, une attention particulière doit leur être accordée dans le cadre du développement de l'IESD, étant donné que des solutions devront être trouvées à long terme, qui permettront leur intégration en tant que pays libres et démocratiques dans les structures européennes;

(xxii) Considérant que l'association entre l'UE et l'UEO peut être un outil de gestion de crise efficace étant donné que l'action commune des deux organisations intègre des instruments diplomatiques, politiques, économiques et militaires dans une stratégie véritablement multidimensionnelle et très souple;

(xxiii) Soulignant que l'intégration pure et simple de l'UEO dans l'UE restera impossible tant que certains pays membres de l'UE refuseront de voir celle-ci mener une politique de défense commune;

(xxiv) Se demandant si l'évolution actuelle de l'IESD, qui dépend de plus en

plus de l'OTAN, engendrera un juste équilibre entre la force indéniable de l'OTAN et un engagement européen crédible et si elle confèrera vraiment à l'Europe le rôle auquel elle aspire;

(xxv) Se félicitant de la constitution de forces multinationales étant donné qu'elles ne permettent pas seulement la mise en commun de fonds nationaux, réduisant ainsi la charge financière qui pèse sur chacun des pays, mais qu'elles unissent aussi des pays différents dans une solidarité politique les aidant à surmonter leurs réserves et à partager le risque politique;

(xxvi) Constatant qu'à cet égard, les pays membres de l'UEO devront collaborer à la mise en place d'une force multinationale de transport aérien stratégique de l'UEO et au renforcement du programme satellitaire européen de renseignement et de télécommunications;

(xxvii) Rappelant qu'à la différence de l'OTAN et de l'UE, l'UEO a offert aux pays d'Europe centrale, à défaut d'une adhésion, le degré le plus élevé d'intégration leur permettant de participer sur un pied d'égalité aux discussions sur la sécurité et la défense;

(xxviii) Soulignant que souplesse et tolérance sont nécessaires au développement d'une IESD afin de permettre aux différentes catégories de pays non membres ou non alignés de s'intégrer progressivement aux nouvelles structures;

(xxix) Rappelant que l'Europe ne peut négliger l'importance de la nécessaire composante civile de toute intervention militaire,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De donner une impulsion politique renouvelée au rapprochement entre les organes de l'UEO et les organes de l'UE;

2. De suggérer au Conseil des ministres de l'UE que le Secrétaire général de l'UEO

soit invité aux réunions du Conseil des ministres et de la Commission de l'UE qui traitent des matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC);

3. D'accélérer sa réflexion sur la mise en œuvre du principe de l'abstention constructive au sein de l'UEO et de l'UE;

4. De conclure au plus tôt un accord de sécurité entre l'UEO et l'UE, afin de faciliter la circulation des informations classifiées entre les deux organisations et de rendre ainsi leur coopération plus efficace;

5. De permettre à la Cellule de planification de s'engager dans une planification de circonstance plus détaillée en ce qui concerne les crises susceptibles de menacer la paix et la sécurité et d'en tenir informés tant le Conseil permanent de l'UEO que le Conseil des ministres de l'UE;

6. D'encourager le renforcement de la coopération entre l'UEO et l'UE et entre l'UEO et l'OTAN en ce qui concerne la planification, la logistique et le renseignement, en s'appuyant dans un premier temps sur des structures informelles pour l'analyse de situations de crise déterminées;

7. De s'assurer que le nouveau concept stratégique de l'OTAN, qui sera adopté lors du sommet de Washington en avril 1999, laissera suffisamment de latitude aux Européens pour entreprendre des actions militaires dans le cadre de l'IESD;

8. De coopérer étroitement avec l'OTAN afin de mettre au point une définition appropriée des nouvelles tâches de l'adjoint européen au SACEUR (définition qui sera adoptée par l'OTAN (permettant à ce dernier d'accomplir sa mission en tant

que représentant clé de l'IESD, responsable des GFIM et agissant en tant que commandant opérationnel pour les missions de l'UEO faisant appel aux moyens de l'OTAN;

9. De redoubler d'efforts, de concert avec l'Union européenne, pour élaborer un concept stratégique commun à l'Europe, qui englobe les valeurs et les intérêts stratégiques propres à ce continent et intègre tous les instruments dont dispose sa politique étrangère, de sécurité et de défense commune, tout en tirant le meilleur parti de la position unique de l'UEO en tant qu'organisation au sein de laquelle non seulement les membres de plein droit de l'UE, mais aussi les candidats à l'adhésion à cette organisation et les membres européens de l'OTAN qui n'en font pas partie examinent sur un pied d'égalité les questions de sécurité et de défense;

10. D'intensifier le dialogue, d'une part, avec la Fédération de Russie, qui, comme l'ont démontré les récentes crises dans l'ex-Yougoslavie, demeurera inévitablement un acteur déterminant de l'équation de la sécurité européenne, et, d'autre part, avec l'Ukraine;

11. D'encourager, par la mise en commun de fonds propres à chaque pays, la mise sur pied d'une unité multinationale de transport aérien stratégique de l'UEO gérée par l'UEO et mise à la disposition des pays membres;

12. D'accélérer et de renforcer le programme satellitaire européen de renseignement et de télécommunications;

13. De poursuivre ses efforts en vue de regrouper à l'échelle européenne les industries d'armements des pays participant à l'UEO.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 633****L'organizzazione delle relazioni operative fra la NATO, l'UEO e l'UE**

L'ASSEMBLEA,

(i) Constatando che l'UEO è oggi un'organizzazione di gestione di crisi pienamente operativa, dotata di una Cellula di pianificazione, di un Centro situazione, di un Centro satellitare, di un Comitato militare e di forze facente capo all'UEO, indipendentemente dai mezzi e capacità che la NATO può, caso per caso, mettere a sua disposizione;

(ii) Plaudendo agli impressionanti progressi della cooperazione fra NATO e UEO dal vertice tenuto dalla NATO a Berlino nel 1996 e dalla sua dichiarazione di Madrid sulla sicurezza e la cooperazione euroatlantiche del luglio 1997;

(iii) Notando tuttavia che l'UE non ha ancora dato corpo alla sua politica estera e di sicurezza comune (PESC), prevista dai Trattati di Maastricht e di Amsterdam;

(iv) Constatando che l'UE non ha ancora cercato di definire, di concerto con l'UEO, le ambizioni e gli obiettivi strategici della sua politica estera, di sicurezza e di

difesa che deve costituire la base di un'efficace identità europea di sicurezza e di difesa (IESD);

(v) Sottolineando che con l'imminente allargamento dell'UE, lo sviluppo dell'IESD dovrà tener conto degli interessi, nel campo della politica estera, della sicurezza e della difesa, dei paesi aspiranti, che devono quindi essere strettamente associati a questo processo anche se non rispondono ancora ai parametri d'integrazione economica;

(vi) Ritenendo che, alla luce di quanto sopra, il Consiglio dovrebbe pensare ad elaborare a 28 un aggiornamento del suo documento del 1995 su « La sicurezza europea: una concezione dei 27 paesi dell'UEO », che potrebbe costituire la sezione sicurezza e difesa di un « concetto strategico » europeo;

(vii) Ritenendo che, fintantoché questa politica non sia stata chiaramente definita, l'industria europea di difesa, che deve con la massima urgenza essere ristrutturata, stenterà a prendere decisioni strategiche sui programmi militari che dovrebbe elaborare per il futuro;

(viii) Ritenendo inoltre che la cooperazione e la ristrutturazione nel campo dell'approvvigionamento di armamenti debbano contribuire alla creazione di basi comuni per una politica di armamenti veramente europea, che garantisca l'indipendenza strategica dell'Europa;

(ix) Non ignorando che gli Stati Uniti ritengono che una IESD più forte sarebbe un mezzo per fugare la loro preoccupazione di fronte alla carenza degli oneri assunti dai loro alleati europei, confermando nel contempo che gli interessi in tema di sicurezza dell'Europa e degli Stati Uniti devono restare legati;

(x) Sperando che l'attuale sviluppo dell'IESD in seno alla NATO farà anche da base ad un progressivo riavvicinamento fra la Francia e la struttura militare della NATO;

(xi) Sottolineando che i membri europei della NATO debbono cogliere l'occasione per dare all'IESD sufficiente peso sotto il profilo militare aumentando le capacità europee necessarie per assicurare la proiezione ed il sostegno delle forze;

(xii) Non ignorando che se gli alleati europei non riescono a raccogliere questa sfida, gli Stati Uniti assicureranno ancora una volta una parte sproporzionata delle responsabilità mentre gli interessi e le politiche dell'Europa e degli Stati Uniti non sempre coincideranno;

(xiii) Ricordando come sia essenziale per gli Stati Uniti che i membri europei dell'Alleanza si diano maggiori mezzi per intraprendere da soli, se del caso, missioni di sicurezza per garantire il sostegno fornito dagli Americani all'insieme dell'Alleanza;

(xiv) Ritenendo in generale che, se l'UEO deve essere « parte integrante dello sviluppo dell'Unione », come prevede l'articolo J.7.1 del Trattato di Amsterdam, va compiuto quanto prima un gran lavoro di riavvicinamento delle due organizzazioni;

(xv) Ritenendo che la conclusione di un accordo di sicurezza fra l'UE e l'UEO costituisca un elemento determinante di una cooperazione efficace fra l'UE, l'UEO e la NATO;

(xvi) Ritenendo che ai fini di un buon funzionamento dell'UEO a vantaggio della politica estera e di sicurezza dell'UE, il Segretario Generale dell'UEO dovrebbe essere invitato a partecipare alle riunioni del Consiglio dei Ministri e della Commissione dell'UE che trattano delle materie della PESC;

(xvii) Ritenendo che sia essenziale, se si vuole agire rapidamente e con determinazione in caso di crisi o di situazione di potenziale conflitto, applicare nell'ambito dell'UE il principio dell'astensione costruttiva alle questioni di politica estera e di sicurezza, principio che consente alla maggioranza di agire se la minoranza non vuole o non può partecipare a tale azione;

(xviii) Sottolineando che le nuove possibilità offerte all'UEO in conseguenza della sua cooperazione con la NATO non debbono condurla a rinnegare la sua finalità specificamente europea né a rinunciare all'idea di agire utilizzando mezzi propri;

(xix) Esprimendo rincrescimento per il fatto che, nonostante l'esistenza di procedure di assunzione di decisioni e di capacità militari operative europee, il tandem UE-UEO non abbia ancora potuto accordarsi su posizioni decisive comuni ed azioni congiunte in situazioni di crisi difficili per le quali si renda necessaria la conduzione di operazioni di ampio respiro, che sono tuttavia di competenza di tali organizzazioni;

(xx) Convinta che l'UE, per la sua posizione di superpotenza economica, ha il dovere di fronte a sé stessa di sviluppare una politica estera e di sicurezza comune credibile per difendere i suoi interessi vitali e condurre operazioni umanitarie e di sostegno della pace, sapendo che non potrà

sempre contare sugli Stati Uniti e che dovrà forse agire da sola;

(xxi) Sottolineando che, poiché la Russia e l'Ucraina svolgono un importante ruolo nell'equazione della sicurezza europea, va loro data un'attenzione particolare nell'ambito dello sviluppo dell'IESD, dato che andranno a lungo termine trovate soluzioni che consentano la loro integrazione in quanto paesi liberi e democratici nelle strutture europee;

(xxii) Ritenendo che l'associazione fra l'UE e l'UEO può essere un efficace strumento di gestione di crisi dato che l'azione comune delle due organizzazioni integra strumenti diplomatici, politici, economici e militari in una strategia veramente multidimensionale e molto elastica;

(xxiii) Sottolineando che la mera integrazione dell'UEO nell'UE resterà impossibile finché alcuni paesi membri dell'UE rifiuteranno di vedere quest'ultima condurre una politica di difesa comune;

(xxiv) Chiedendosi se l'attuale evoluzione dell'IESD, che dipende sempre più dalla NATO, genererà un giusto equilibrio fra l'innegabile forza della NATO ed un impegno europeo credibile e se essa conferirà veramente all'Europa il ruolo cui aspira;

(xxv) Rallegrandosi per la costituzione di forze multinazionali dato che le stesse non consentono soltanto la messa in comune di fondi nazionali, riducendo in tal modo l'onere finanziario che grava su ogni singolo paese, ma uniscono altresì paesi diversi in una solidarietà politica che li aiuta a superare le loro riserve e a condividere il rischio politico;

(xxvi) Constatando che al riguardo i paesi membri dell'UEO dovranno collaborare alla creazione di una forza multinazionale di trasporto aereo strategico dell'UEO e al rafforzamento del programma satellitare europeo di informazioni e telecomunicazioni;

(xxvii) Ricordando che a differenza della NATO e dell'UE, l'UEO ha offerto ai paesi dell'Europa centrale, in mancanza di un'adesione, il grado più elevato d'integrazione che permette loro di partecipare alla pari alle discussioni sulla sicurezza e la difesa;

(xxviii) Sottolineando come elasticità e tolleranza siano necessari allo sviluppo di una IESD onde consentire alle diverse categorie di paesi non membri o non allineati di integrarsi progressivamente alle nuove strutture;

(xxix) Ricordando che l'Europa non può trascurare l'importanza della necessaria componente civile di ogni intervento militare,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI:

1. Imprimere un rinnovato impulso politico al riavvicinamento fra gli organi dell'UEO e gli organi dell'UE;

2. Suggestire al Consiglio dei Ministri dell'UE che il Segretario Generale dell'UEO sia invitato alle riunioni del Consiglio dei Ministri e della Commissione dell'UE che trattano delle materie afferenti alla politica estera e di sicurezza comune (PESC);

3. Accelerare la propria riflessione sull'attuazione del principio dell'astensione costruttiva nell'ambito dell'UEO e dell'UE;

4. Concludere quanto prima un accordo di sicurezza fra l'UEO e l'UE, per facilitare la circolazione delle informazioni classificate fra le due organizzazioni e rendere così più efficace la loro cooperazione;

5. Consentire alla Cellula di pianificazione di impegnarsi in una pianificazione di circostanza più dettagliata per quanto riguarda le crisi in grado di minacciare la pace e la sicurezza e di tenere di ciò informati sia il Consiglio permanente dell'UEO che il Consiglio dei Ministri dell'UE;

6. Incoraggiare il rafforzamento della cooperazione fra l'UEO e l'UE e fra l'UEO e la NATO per quanto riguarda la pianificazione, la logistica e l'informazione, appoggiandosi in un primo tempo su strutture informali per l'analisi di determinate situazioni di crisi;

7. Assicurarsi che il nuovo concetto strategico della NATO, che sarà adottato in occasione del vertice di Washington nell'aprile 1999, lascerà abbastanza spazio agli Europei per intraprendere azioni militari nell'ambito dell'IESD;

8. Cooperare strettamente con la NATO onde mettere a punto un'adeguata definizione dei nuovi compiti dell'aggiunto europeo al SACEUR — definizione che sarà adottata dalla NATO — che consenta a quest'ultimo di compiere la sua missione in quanto rappresentante chiave dell'IESD, responsabile del GFIM e come colui che agisce come comandante operativo per le missioni dell'UEO per le quali si faccia ricorso ai mezzi della NATO;

9. Raddoppiare gli sforzi, di concerto con l'Unione europea, per elaborare un concetto strategico comune all'Europa, che comprenda i valori e gli interessi strategici propri di questo continente e integri gli strumenti di cui dispone la sua politica estera, di sicurezza e di difesa comune,

sfruttando nel contempo al meglio la posizione unica dell'UEO quale organizzazione nel cui ambito non solo i membri di diritto dell'UE, ma anche i candidati all'adesione a tale organizzazione e i membri europei della NATO che non ne fanno parte esaminano su un piano di parità le questioni relative alla sicurezza e alla difesa;

10. Intensificare il dialogo, da una parte, con la Federazione Russa che, come hanno dimostrato le recenti crisi nell'ex Jugoslavia, resterà inevitabilmente un protagonista determinante dell'equazione della sicurezza europea e, dall'altra, con l'Ucraina;

11. Incoraggiare attraverso la messa in comune di fondi propri di ciascun paese la creazione di un'unità multinazionale di trasporto aereo strategico dell'UEO gestita dall'UEO e messa a disposizione dei paesi membri;

12. Accelerare e rafforzare il programma satellitare europeo di informazione e telecomunicazioni;

13. Portare avanti il proprio impegno per raggruppare a livello europeo le industrie degli armamenti dei paesi partecipanti all'UEO. Convenzione sulle armi chimiche.